

Objet : décision unilatérale relative au régime de garanties collectives Prévoyance (« Incapacité, invalidité, décès ») de la Société Ausy SAS en faveur de l'ensemble du personnel à effet du 1^{er} mars 2018

Chers salariés,

La Société AUSY SAS fait bénéficier ses salariés d'un système de garanties collectives et obligatoires depuis la création d'Ausy. Les différentes restructurations passées et les adaptations inhérentes à l'évolution des réglementations applicables à de tels systèmes justifient d'établir le présent règlement afin de rappeler les caractéristiques principales de ce système ; ce rappel ne saurait donc constituer une modification du régime existant.

Dans un souci de parfaite transparence, le présent règlement a été soumis à l'avis du Comité d'Entreprise AUSY SAS.

1 – OBJET

Le système de garanties collectives et obligatoires, dont les caractéristiques principales sont exposées dans le présent règlement, a pour objet de couvrir, en complément des prestations attribuées par la Sécurité Sociale, les salariés en cas d'incapacité ou d'invalidité et leurs ayants droit en cas de décès.

Ce système de garanties est assuré par un organisme habilité sélectionné par la Société AUSY SAS ; le changement d'assureur ne constitue pas une modification du présent règlement.

L'adhésion au contrat collectif d'assurance souscrit par la Société AUSY SAS s'impose dans les relations individuelles de travail. Les dispositions du contrat d'assurance, portées à la connaissance des salariés par la notice visée au point 8, de même que toute modification et/ou complément ayant fait l'objet de la même communication sont opposables aux salariés. L'application d'un contrat d'assurance est une condition déterminante du présent engagement de l'entreprise, conformément aux dispositions légales.

2 – SALARIES BENEFICIAIRES

Le système de garanties collectives et obligatoires de prévoyance complémentaire s'applique à l'ensemble des salariés de l'entreprise, sans condition d'ancienneté.

L'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période, d'un maintien de salaire, total ou partiel, ou d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'employeur. L'employeur et le salarié continuent de verser la même cotisation qu'avant la suspension du contrat de travail.

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail n'ouvrant pas ou plus droit à maintien de salaire ou indemnisation de la part de l'employeur, l'obligation de cotiser et le versement des prestations sont également suspendus.

Néanmoins, dans un tel cas les salariés peuvent demander le maintien du bénéfice du régime. Dans ce cas, ils sont redevables de la totalité de la cotisation (part salariale et part patronale).

3 – FINANCEMENT DU REGIME

Assiette (rappel)

Les tranches A, B, C sont déterminées de la manière suivante :

TA = Salaire compris entre 0 et 1 fois le plafond de la Sécurité sociale ;

TB = Salaire compris entre 1 fois et 4 fois le plafond de la Sécurité sociale ;

TC = Salaire compris entre 4 fois et 8 fois le plafond de la Sécurité sociale.

Taux et répartition du régime prévoyance

Les cotisations mensuelles servant au financement du contrat d'assurance « incapacité-invalidité-décès » sont fixées dans les conditions suivantes :

	Taux global	Part patronale	Part salariale
TA	1,30 % TA	1,01 % TA	0,29 % TA
TB	1,65 % TB	0,99 % TB	0,66 % TB
TC	1,65 % TC	0,99 % TC	0,66 % TC

Au 1^{er} avril 2018, elles seront fixées dans les conditions suivantes :

	Taux global	Part patronale	Part salariale
TA	1,45 % TA	1,16 % TA	0,29 % TA
TB	1,94 % TB	1,28 % TB	0,66 % TB
TC	1,94 % TC	1,28 % TC	0,66 % TC

Evolution ultérieure des cotisations

Les évolutions éventuelles de cotisations liées notamment à un changement de législation ou à un mauvais rapport sinistres à primes, seront réparties entre l'employeur et les salariés dans les mêmes proportions que fixées ci-dessus.

Toute évolution de la cotisation n'excédant pas 10% de la valeur de la cotisation antérieure, dès lors qu'elle résulte de la situation du compte de résultat produit par l'assureur, ne constitue pas une modification du présent règlement.

Toute évolution du montant de la cotisation, quel qu'en soit le montant, fait l'objet d'une consultation du CE.

4 – PORTABILITE DES DROITS

Conformément aux dispositions de l'article L.911-8 du Code de la Sécurité sociale, les salariés bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail (non consécutive à une faute lourde) ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage dans les conditions prévues par ce texte.

Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder douze mois.

Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts dans la Société AUSY SAS.

Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise.

L'ancien salarié doit justifier auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien de garanties, des conditions requises pour bénéficier de la portabilité.

Les anciens salariés bénéficiaires du dispositif ne devront acquitter aucune cotisation supplémentaire à ce titre, ce maintien de garanties étant financé par un système de mutualisation intégré aux cotisations du régime prévoyance des salariés en activité.

A défaut de communication des justificatifs de sa prise en charge par le régime d'assurance chômage, l'ancien salarié perd le bénéfice du régime et, par conséquent, le droit aux prestations correspondantes.

5 – GARANTIES DE REFERENCE

Les garanties de référence sont données à titre informatif. En aucun cas, elles ne sauraient constituer un engagement pour la Société AUSY SAS, qui n'est tenue, à l'égard de ses salariés, qu'au seul paiement des cotisations et à la couverture, a minima, des garanties imposées par le régime issu de la convention collective de branche applicable. Par conséquent, ces garanties relèvent de la seule responsabilité de l'organisme assureur, au même titre que les modalités, limitations et exclusions de garanties.

Le présent régime ainsi que le contrat d'assurance précité sont mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'article L.242-1, alinéa 6 et 8 du Code de la sécurité sociale, de l'article 83, 1° quater du Code général des impôts, ainsi que des décrets pris en application de ces dispositions.

6. DUREE, REVISION, DENONCIATION

Le système de garanties collectives et obligatoires de prévoyance complémentaire, mis en œuvre depuis la création d'Ausy, a été institué pour une durée indéterminée.

Comme jusqu'à présent, il pourra être modifié ou dénoncé à tout moment, conformément à la procédure jurisprudentielle prévue pour la modification et la dénonciation des usages et engagements unilatéraux de l'employeur en vigueur à cette date.

La résiliation par l'organisme assureur du contrat d'assurance précité entraîne de plein droit la caducité de la présente décision par disparition de son objet.

7 – CHANGEMENT D'ASSUREUR

Conformément à l'article L.912-3 du Code de la sécurité sociale, les rentes en cours de service à la date de changement d'organisme assureur (y compris les prestations décès prenant la forme de rente), continueront à être revalorisées.

Les garanties décès seront également maintenues au profit des bénéficiaires de rentes d'incapacité de travail ou d'invalidité lors de la résiliation du contrat d'assurance, étant précisé que la revalorisation des bases de calcul des prestations décès devra être au moins égale à celle prévue par le contrat résilié.

Lors du changement d'organisme assureur, la société s'engage à organiser la prise en charge des obligations ci-dessus définies, soit par l'organisme dont le contrat a été résilié, soit par le nouvel organisme assureur.

8 – INFORMATION INDIVIDUELLE

En sa qualité de souscripteur, la société AUSY SAS remet à chaque salarié et à tout nouvel embauché, une notice d'information détaillée et actualisée, établie par l'organisme assureur, résumant notamment les garanties et les prestations qu'elles génèrent ainsi que leurs modalités d'application.

Les salariés de la société AUSY SAS seront informés préalablement et individuellement, selon la même méthode, de toute modification desdites garanties et prestations.

Une copie de la présente Décision Unilatérale sera par ailleurs portée à l'attention du personnel par le biais de l'intranet AUSY SAS.

Audrey GUEFFIER
Directrice Affaires Sociales